

- ❖ *Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat ;*
- ❖ *Honorable Président de l'Assemblée Nationale ;*
- ❖ *Honorable Président du Senat ;*
- ❖ *Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;*
- ❖ *Excellences Mesdames et Messieurs Membres du Gouvernement Central ;*
- ❖ *Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ;*
- ❖ *Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs des Missions Diplomatiques et les Représentants des Organisations Internationales ;*
- ❖ *Madame la Directrice du Bureau Pays de l'OIT/Kinshasa ;*
- ❖ *Excellence Monsieur le Gouverneur de la Ville Province de Kinshasa ;*
- ❖ *Excellences Mesdames et Messieurs Membres du Gouvernement Provincial ;*
- ❖ *Honorables Députés Provinciaux ;*
- ❖ *Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux de l'Administration Publique ;*
- ❖ *Chers Partenaires Sociaux ;*
- ❖ *Monsieur le Bourgmestre de la commune de la Gombe ;*
- ❖ *Officiers Supérieurs de la Police Nationale Congolaise et des FARDC ;*
- ❖ *Commissaire Provincial de la Police Nationale Congolaise/Ville Province de Kinshasa ;*
- ❖ *Commandant de la 14^{ème} Région Militaire/Ville Province de Kinshasa ;*
- ❖ *Commissaire Général de la Police Nationale Congolaise et du Chef d'Etat Major Général des FARDC ;*
- ❖ *Distingués Invités en vos titres et qualités respectifs ;*
- ❖ *Chers Camarades.*

En ce jour mémorable du 1^{er} Mai 2022 où les travailleurs du monde entier célèbrent la fête du travail, il va de soi que la tradition soit respectée, cela dans un contexte très particulier, à savoir : la pandémie covid-19 qui a fait et continue à faire des ravages dans les économies, les emplois et les moyens de subsistances de plus vulnérables comme les Travailleurs, les Agents et Fonctionnaires de l'Etat, les Enseignants, les Infirmiers, les Politiciens et Militaires à laquelle s'invite la crise de la guerre à l'Ukraine.

Mais Avant de continuer, et en solidarité avec nos compatriotes de l'Est de notre pays, dont plusieurs travailleurs meurtris, des femmes violés, des vieillards et enfants tués avec une cruauté sans précédent par une guerre de prédation créée par des groupes armés étrangers et nationaux instrumentalisés par des firmes multinationales sous l'œil complaisant de la communauté Internationale, nous vous prions de bien vouloir observer une minute de silence en leurs mémoires. Merci.

Pour le rappel de l'Histoire, la date du 1^{er} Mai est la sublimation du combat héroïque mené par les travailleurs à Chicago en 1886 pour réclamer la réduction de nombre

d'heures et les bonnes conditions de travail. Cette revendication fût réprimée dans le sang où plusieurs Travailleurs furent assassinés faute de ne pas être entendus.

Aujourd'hui dans le monde entier et en particulier en RDC, les dirigeants affichent les attitudes similaires au lieu d'écouter les Travailleurs, ils répondent par des arrestations, des licenciements, des tueries, bref brimés les travailleurs.

Notre société est caractérisée en RDC par des injustices et des inégalités de tout genre que ce soit dans les secteurs public et privé.

En effet, dans le secteur public beaucoup d'Enseignants, d'Agents et Fonctionnaires de l'Etat subissent des injustices, des inégalités et des humiliations, qui vont jusqu'à nier leurs statuts. Comment comprendre qu'un Agent et Fonctionnaire de l'Etat qui est au service de l'Etat durant plusieurs années voire même une décennie, n'a jamais obtenu un numéro matricule qui lui donne droit à un salaire. Il se contente seulement de son statut de « Nouvel Unité » par le fait même.

Et si on peut donner le prétexte qu'il n'y a pas l'argent pour lui payer, le matricule est gratuit. Pourquoi alors le garder si longtemps dans l'Administration publique.

Aussi le salaire des Agents et Fonctionnaires de l'Etat, des Policiers ou Militaires est nourri de beaucoup de publicités à la radio et à la télévision qui lui enlève le droit de jouir de sa rémunération en toute discrétion. Ces inégalités vont jusqu'à diviser les Médecins et leurs Infirmiers, les Professeurs et leurs Assistants ainsi que leurs corps académiques, les Magistrats et leurs Huissiers, avec des tensions salariales à écart sans commune mesure alors qu'ils sont tous sur les mêmes marchés de consommation.

A ce sujet, l'Intersyndicale Nationale du Congo rappelle au Gouvernement qu'on ne bâtit pas un pays sur base des inégalités, mais plutôt sur base de la solidarité. Il en est de même du sort des Policiers et Militaires à qui nous exigeons d'assurer la sécurité de nos biens et de nos vies, lorsque nous ne leur accordons pas un traitement honorable, nous les rendons ainsi vulnérables qu'ils ne peuvent à leur tour nous garantir la sécurité minimale nécessaire.

La bible ne dit-elle pas que c'est la justice qui élève une nation ? Il est connu dans notre pays que presque 80% de notre budget national sont consommés par les institutions politiques et administratives, et le reste des infrastructures pour la population doit se contenter de 20% du budget national.

Ce qui n'est pas normal et juste. Car toute la population sait très bien que la classe politique congolaise se bat souvent plus pour ses propres intérêts que pour ceux de la population. Pour preuve chaque année, le budget de rémunération des institutions augmente pendant que le maigre budget affecté au service public est souvent soit non exécuté, soit réduit d'avantage.

C'est le cas comme pour les budgets de l'éducation nationale, des infrastructures hospitalières sanitaires, des routes, des ponts qui sont presque délaissés et le pays se trouve ainsi enclaver toute entière au point que même les provinces voisines ou les villes voisines restent enclaver les unes, les autres. La population est ainsi prise à l'état

sans possibilité de se déplacer pour rechercher les marchés de l'emploi. C'est pour cette raison que l'Intersyndicale Nationale du Congo pense que l'élection politique ne profite pas à la population, mais plutôt aux politiciens qui ne pensent qu'à leurs politiques alimentaires et tout l'engouement des élections politiques perd son sens pour la population qui s'en trouve trahi par ses élus.

Rare de fois, on a entendu des débats au parlement sur des questions vitales de la population comme l'électricité, l'eau, la pollution de notre environnement, l'augmentation des salaires des Agents et Fonctionnaires, des Policiers, des Militaires, la construction des routes commun à l'intérieur du pays qui se meurt.

Voilà les choses pour lesquelles la population est aux abois chaque jour sans une solution depuis plusieurs décennies pour ne revenir qu'à la question de l'eau et de l'électricité :

Comment comprendre qu'un pays comme la RDC qui a la centrale hydroélectrique la plus puissante en Afrique puisse demeurer dans l'obscurité et cela dans la capitale où toutes les autorités du pays sont installées ? Combien de temps devons-nous encore attendre pour que le courant devienne une denrée normale de la vie humaine au Congo ?

Toutes les promesses faites par les différentes autorités qui se sont succédé au pays, n'ont rien changé en cette matière.

Comment peut-on attendre l'arrivée des investisseurs sans préparer les infrastructures des bases. Les industries et les usines tournent avec l'électricité. Qui viendra dans un pays, ou dans une province ou dans une ville où l'électricité n'existe que de nom pour investir ?

Voilà pourquoi l'Intersyndicale Nationale du Congo interpelle le Président de la République et le Gouvernement de la République pour que cette tendance soit renversée c'est-à-dire que des solutions idoines soient trouvées dans un temps record sachant que les promesses n'avanceront jamais un pays. « Ventre affamé n'a point d'oreilles » dit-on.

L'eau et l'électricité sont des besoins élémentaires vitaux et non négociables. Le fait de recruter ou de nommer des mandataires à la tête des entreprises sans un programme d'actions est parmi les causes de cette situation.

Voilà pourquoi l'intersyndicale Nationale du Congo s'est toujours opposée à la politisation dans la nomination des mandataires de l'Etat qui n'ont que comme programme d'actions la ponction des ressources financières pour leur propagande au poste politique. Telle attitude des mandataires passe quel message ?

L'Intersyndicale Nationale du Congo a toujours préconisé le recrutement sur base de concours de plus méritants à la tête des entreprises publiques avec des programmes d'actions préétablis pour de meilleures évaluations par la suite.

Dans le secteur privé, nous assistons au bradage à la prédation généralisée de nos richesses et de nos patrimoines nationaux souvent avec la complicité de ceux-là même à qui l'Etat leur a confié la charge de protéger et de gérer ces richesses et ces patrimoines. Aujourd'hui les détournements, les scandales financiers, la spoliation des biens de l'Etat sont les faits non seulement des citoyens ordinaires ou des citoyens quelconques, mais plutôt de Hauts Responsables qui agissent en toute impunité pour leur enrichissement personnel.

C'est ici le lieu d'interpeller les autorités judiciaires qui devaient profiter de l'Indépendance judiciaire pour laquelle Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Chef de l'Etat Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO s'est battu avec l'appui de la population pour garantir leurs indépendances vis-à-vis de leurs politiques malheureusement, nous constatons que la justice ne se saisit pas de tous les scandales, des détournements des biens publics, des vols et spoliations du domaine public.

Tous les détourneurs et autres voleurs se retrouvent aussitôt arrêter et relâcher avec un grand étonnement et l'on se demande pourrions-nous encore espérer à une justice juste dans ce pays.

Il y a lieu, cependant, de souligner et de soutenir le travail abattu par l'Inspection Générale des Finances « IGF », en sigle pour dissuader tous les détourneurs.

L'Intersyndicale Nationale du Congo encourage soutient l'Inspection Générale des Finances dans sa lutte acharnée contre les détournements. Même s'il y a des erreurs parfois dans certaines de ses démarches, toute la nation doit reconnaître que sa tâche n'est pas facile. Car ses cibles sont de grands redoutables.

Sur le plan Social, les Travailleurs ont de plus en plus fait le constat que l'Etat n'a plus le contrôle de ses attributions au point que même les individus sont de plus en plus forts que l'Etat.

Beaucoup d'opérateurs économiques notamment les chinois, les libanais, les indiens, et même certains nationaux se comportent comme des hors-la loi en toute impunité au vu et au su de tous. Ils vont jusqu'à narguer l'Etat, a confisqué les biens de l'Etat, nos terres, nos forêts, nos eaux et cela, ils sont gardés et accompagnés par notre propre armée et notre police. C'est choquant n'est-ce pas ?

Dans quel autre pays du monde on peut vivre et accepter cela ?

Comment pouvons-nous accorder des privilèges et des droits aux étrangers sans en bénéficier en réciprocité dans leurs propres pays ?

Les relations internationales sont caractérisées par la loi de la réciprocité. Il arrive plusieurs fois des scandales tels que les Travailleurs sont battus ou tués dans les chantiers ou les usines par des chinois, des indiens et autres étrangers. Ces derniers sont ainsi protégés voire même sans être traduits devant la justice alors qu'ils sont auteurs de leurs actes criminels. Cette attitude ne se justifie que dans notre pays et ils ne peuvent pas poser de tels actes mêmes dans leurs propres pays.

Et pire encore, la plupart de ces expatriés sont entrés dans l'illégalité dans notre territoire, et parfois même sans carte de travail et avec de faux noms.

Voilà pourquoi l'Intersyndicale Nationale du Congo exige que la carte du travail des étrangers, ou l'autorisation de travailler émane seul du Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale qui a des techniciens en la matière et non des services de la Direction Générale d'Immigration « DGM », en sigle.

Les dégâts et les abus qui sont causés par ce phénomène sont innombrables. Dans un monde où le terrorisme est enraciné, l'entrée des étrangers quel que soit leur origine doit être traçable et rigoureuse. Nous devons refuser d'être un pays poubelle où tout croit venir faire ce qu'il veut, y compris nous maltraiter.

Sur le chapitre de la sous-traitance, l'Intersyndicale Nationale du Congo revient sur le fait que la sous-traitance ne doit pas être la règle, mais une exception car chaque entreprise a son objet principal.

Il n'est pas normal que des entreprises se mettent à sous-traiter même leurs activités principales dans le but d'éviter de payer décemment les emplois permanents. Les entreprises de sous-traitance sont devenues des prétextes pour contourner le contrôle dans leurs activités principales et les sociétés de sous-traitance sont devenues des lieux de maltraitance, du dénie au droit au travail, des soins de santé et des contrats de travail. Même des sociétés à renommées internationales arrivent dans notre pays maltraitent les travailleurs, refusent de les déclarer à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, à la Direction Générale des Impôts et à l'Institut National de Préparation Professionnelle. Elles vont jusqu'à refuser de leur octroyer les contrats permanents aux emplois permanents et elles même exigent que leur droit vis-à-vis de l'Etat soit respecté alors qu'ils nient à leurs travailleurs leurs droits.

Voilà pourquoi l'Intersyndicale Nationale du Congo exige la révision de la loi sur la sous-traitance en RDC.

En effet, certaines entreprises ne sont même pas à classer dans la rubrique des sociétés de sous-traitance. Elles sont tout simplement des commissionnaires et vivent des commissions, des salaires des travailleurs qu'ils placent sous le statut hybride.

Ce qui est illégal et inacceptable dans un Etat de droit. Et là aussi la responsabilité de l'Etat est engagée par le fait que l'Etat ne les contrôle pas et elles fonctionnent comme des électrons libres. Comment on peut expliquer que les grandes entreprises minières traitent avec les sociétés de sous-traitance d'origines étrangères alors que tout le monde sait que la sous-traitance est réservée aux congolais. De même aussi, l'artisanal dans le secteur minier est réservé exclusivement aux congolais. Que viennent faire les chinois et autres étrangers avec les engins dans le secteur artisanal minier ?

Le Gouvernement ne peut alléguer qu'il n'est pas au courant de cette situation. Et pourtant, la situation demeure ainsi sans aucune réaction de sa part.

A ce sujet, nous rappelons au Gouvernement qu'il doit assumer ses responsabilités en rétablissant l'ordre et en évacuant les étrangers dans ce secteur. Sinon, nous

arriverons un jour à de situations déplorables entre les communautés locales et ces étrangers.

En ce qui concerne l'application du Salaire Minimum Garanti « SMIG » en sigle, l'Intersyndicale Nationale du Congo rappelle au Gouvernement que dans un Etat de droit on ne peut pas sélectionner les droits à appliquer et à ne pas appliquer. Les travailleurs constatent qu'alors qu'ils paient les impôts régulièrement à l'Etat chaque mois celui-ci ne garantit pas leurs droits au travail et ne les protège pas contre les abus excessifs de certains employeurs.

Les Travailleurs sont souvent impayés dans les entreprises paraétatiques sans que cela fasse l'objet de poursuite judiciaire ni de l'interpellation de ces mandataires, ni leurs révocations.

Par contre, chaque fois que les travailleurs essaient de revendiquer leurs droits d'être payés, ils sont victimes soit de licenciements, soit des suspensions, soit d'arrestations ou des mesures versatiles de la part de leurs bourreaux.

Cette politique de deux poids et deux mesures doit cesser où les victimes deviennent des agresseurs et les bourreaux agressés juste parce que les mandataires ont l'appui du pouvoir politique.

Le Gouvernement ne peut pas s'attendre dans ces conditions à l'adhésion de la masse travailleuse. Car l'injustice produit toujours la révolte. Aussi les Travailleurs pensent que pendant les périodes de crises, le Gouvernement doit poser les actes de solidarité envers la population.

La crise provoquée par la guerre à l'Ukraine a engendré sur le marché mondial, la flambée des prix des biens et des services. En RDC, cela s'est aggravé par le comportement véreux de certains opérateurs économiques qui ont augmenté dans les proportions inacceptables sans contrôle ni avale de l'Etat. Les prix de tous les biens de consommation rendent ainsi nul le pouvoir d'achat des Travailleurs, des Agents et Fonctionnaires de l'Etat, des Enseignants, des Policiers, Militaires, bref, toutes les couches de la population.

Tous les Gouvernements du monde entier sont en train de chercher des solutions pour protéger le pouvoir d'achat de leurs populations et surtout ceux qui vivent dans la précarité. Il est donc urgent que les gouvernants proposent des mesures idoines pour permettre à la population de vivre dignement, étant donné que tout le monde a droit à la vie.

C'est ici le problème de la répartition des richesses nationales qui se pose avec acuité et/ou les riches en ajoutent toujours et les pauvres continuent à s'appauvrir.

Nous ne pouvons pas terminer notre message sans parler de la situation qui se passe à l'Est du pays où des groupes armés étrangers et nationaux instrumentalisés par les multinationales et les pays voisins avec la complicité de certains compatriotes pillent, violent et tuent, chaque jour. Dans une cruauté inouïe, des femmes, des enfants, des vieillards, tous innocents, ceci sous nos yeux et ceux de la communauté internationale

dont les forces de la Monusco assistent sans intervention à ces massacres. Cela constitue ni plus ni moins un génocide et un crime contre l'humanité avec plus de six millions de morts.

La Monusco, la plus grande mission des Nations Unies dans le monde avec 21.000 militaires dont la mission essentielle est de protéger les civils, ne parvient pas à neutraliser des groupuscules ou des bandes armées de telle sorte que la situation est devenue 100 fois pire qu'avant son arrivée en RDC.

L'Intersyndicale Nationale du Congo dénonce et condamne la complicité dans la chaîne de commandement parmi certains officiers qui se trouvent au front dans l'Est du pays ainsi que ce silence presque acheté ou imposé dans le chef des acteurs politiques congolais et même jusque dans nos propres médias qui devaient plutôt en faire large écho et sensibiliser toute la communauté nationale et internationale.

L'Intersyndicale Nationale du Congo dénonce et condamne aussi la duplicité de la communauté internationale qui souffle le chaud et le froid entre Kinshasa, Kigali et Kampala.

Le monde entier constate avec regret que la solidarité mondiale dépend de la race avec le conflit armé à l'Ukraine. En effet, il a suffi que la Russie attaque l'Ukraine pour que le monde occidental se mobilise et mobilise la solidarité Internationale pour défendre l'Ukraine. Mais pour toutes les autres attaques des pays voisins en Afrique et en particulier en RDC, non seulement qu'elle s'est tue, mais exige à la RDC de négocier avec les agresseurs et les forces négatives. Et pourtant les conflits à l'Est de la RDC a fait plus de 12 Millions des morts et cela plus de 20 ans sans que personne ne se lamente et ne s'inquiète de cette barbarie et de la cruauté qui caractérisent ces tueries dans l'Est de la RDC.

Les travailleurs Congolais se rendent compte que pour le sang des africains et des congolais, cela n'appelle aucune pitié. Et donc, on peut tuer le Congo et les congolais dans la loi du silence. Qu'à cela ne tienne, nous sommes un peuple, nous devons résister jusqu'à la dernière personne.

Voilà pourquoi l'Intersyndicale Nationale du Congo, rappelle à la classe politique que lorsqu'un pays est attaqué cela n'est ni l'affaire du pouvoir ni de l'opposition, mais c'est l'affaire de tout le peuple. Nous devons nous mobiliser comme les Ukrainiens sans distinction pour combattre l'ennemi commun. Car il n'y a pas de pouvoir ni de l'opposition si le pays n'existe pas. Continuer à faire des querelles politiciennes pour le pouvoir, pendant que le pays voisin, les multinationales et une certaine communauté internationale s'activent à déchirer ce pays-là, est une marque d'irresponsabilité et d'immaturation. Autant nous avons hérité de Kasa-vubu, de Lumumba, de Mobutu, de Laurent Désiré KABILA, la classe politique actuelle doit avoir la responsabilité de léguer à la génération future un Congo uni, fort et prospère.

Nous devons arrêter des trahisons et l'infiltration de notre propre pays par des forces obscures qui ne jurent qu'à modifier la carte de Berlin pour le Congo

Voilà mes dames et messieurs les aspirations légitimes et fondées de la classe ouvrière telles qu'exprimées en ce jour par l'Intersyndicale Nationale du Congo.

Que Dieu bénisse la RDC, ses Autorités, le Peuple congolais !

Nous vous remercions.

Fait à Kinshasa, le 01 Mai 2022

Guy KUKU GEDILA

Coordonnateur National